

JOSEP MELIA

## *Gouvernement et parti gouvernemental\**

Certains socialistes ont baptisé l'Union du centre démocratique (UCD) Union des complices de la dictature. Les jeux de mots sur les sigles sont chose fréquente en Espagne. Cela ne démontre pas seulement une culture abécédaire élémentaire, mais aussi le désir de ridiculiser ce que l'on veut s'épargner la peine d'étudier.

Du fait de cette méthodologie pour le moins simpliste, il n'y a pas lieu de s'étonner en voyant le « n° 2 » du PSOE, Alfonso Guerra, simplifier à l'extrême l'offre électorale de la droite en présentant l'Alliance populaire comme le « franquisme historique », et l'UCD comme le « franquisme rénové ».

### *La réalité de l'UCD*

L'UCD pourtant n'est pas cela car elle est beaucoup plus que tout cela. Elle est l'articulation politique de l'idéologie de la réforme. Elle est le parti des libertés et le symbole légitime et logique de la voie espagnole vers la démocratie. Elle est l'unique parti d'importance nationale dont les racines ne sont pas enfouies dans le souvenir de la guerre civile. En d'autres termes, plus synthétiques, elle est l'expression de la nouvelle société espagnole.

L'UCD est un parti du centre, sur les terrains historique, sociologique, tactique — avec beaucoup plus d'adéquation que sur le terrain idéologique — en ce qu'elle est l'expression d'une triple volonté d'équidistance : a) face à la dialectique classique entre droite et gauche ; b) face à la double nostalgie — guerre civile et ses conséquences ou rêve d'une alternative révolutionnaire « revancharde » ; c) face au continuisme comme perpétuation du passé et à

\* Traduction de Guy CARCASSONNE.

la rupture comme forme d'annulation du passé. De cette manière, l'originalité d'une formation fondée sur le pari d'utiliser la légalité franquiste pour bâtir une société occidentale, sans épurations ni situation tranchée de coup d'Etat, a permis la construction d'un parti des classes moyennes qui soit l'image de la société espagnole la plus moderne.

Mais, et cela est logique, le processus n'a pu être conduit sans contradictions graves et permanentes. L'UCD, qui doit être avant tout un parti de synthèse, s'est souvent révélée parti d'antithèses. De même celui-ci a-t-il, par bien des aspects, pris la forme d'une structure de pouvoir éloignée de ses électeurs, d'une équipe de cadres qui, à la surprise générale, s'est muée en parti de masses, et qui, dans cette situation, représente moins un programme raisonné pour le futur qu'une conception « conjoncturaliste » du présent, pure conséquence de son propre processus d'articulation.

Telles sont les séquelles de l'origine historique d'un parti qui, ayant assis son idéologie sur les cinq points suivants, semble parfois saisi par le doute sur le type de société qu'il doit construire :

« 1. Prise en considération de la personne, dans l'exercice de sa liberté, comme objectif de base de toute l'action politique ; 2. Promotion et sauvegarde de la démocratie et de l'Etat de droit ; 3. Conception libérale et progressiste de la vie et de la culture ; 4. Proclamation et défense des principes éthiques humanistes de tradition chrétienne ; 5. Adoption d'un système d'économie sociale de marché, les Pouvoirs publics ayant l'obligation d'assurer les services fondamentaux et de garantir la justice et l'égalité sociale. »

Et il paraît plus qu'évident que, par l'engagement sur de tels principes, l'UCD ne peut ni ne doit s'inquiéter de voir quelques-uns de ses dirigeants estomper la précision de ces ornements et, dans certains cas, manquer à ce point de bon sens qu'ils présentent le parti comme la voie intermédiaire entre l'attachement à la liberté des sociétés occidentales et le vœu de construire un monde égalitaire propre aux pays socialistes.

### *Le processus de formation de l'UCD*

Lorsque le 15 juin 1977 l'UCD a remporté les élections (1) — bien qu'avec une marge nettement plus étroite que ne le prévoyaient ses dirigeants — elle n'était pas encore un parti. En tant que coalition d'une infinité de formations nationales ou régionales — peut-être

(1) 6 309 517 voix pour le Congrès et 9 530 360 pour le Sénat ; 165 députés sur 350 et 108 sénateurs sur 207 (auxquels s'ajoutent 41 sénateurs désignés par le roi).

plus d'une centaine mais personne n'a dressé une liste exhaustive des intéressés — l'UCD sollicitait le vote des Espagnols par une série de slogans simplificateurs : « Les avantages de la droite, les avantages de la gauche », « Les idéologies qui ont construit l'Europe démocratique » — exhibant sa gamme de formations, libérales, démocrates-chrétiennes, social-démocrates — et, surtout, un slogan qui fut le nerf de la campagne, la cause du succès relatif et du charisme de son *leader* : « Voter *Centro*, c'est voter Suarez. »

Ainsi l'UCD révélait son identité. C'était une coalition — qui plus tard deviendrait un parti — formée à l'initiative du pouvoir, agrégée autour de la popularité du gérant de la réforme et du changement politique, Adolfo Suarez, et au sein de laquelle se sont intégrés de nombreux partis de notables, sans organisation ni implantation territoriale, dont les membres, souvent, auraient tous tenu dans un seul taxi et qui, quoique d'origines différentes (les uns procédaient des dernières promotions du franquisme réformiste, d'autres provenaient de la droite démocratique qui s'était exemplairement opposée à la dictature), coïncidaient sur plusieurs plans. Fondamentalement, sur la nécessité de se partager le pouvoir par le haut, de se ménager des sources de financement, d'être élus pour se trouver de préférence membre du gouvernement plutôt qu'opposé à lui, et de s'unir dans un effort rationnel d'organisation d'une option progressiste du centre qui pourrait capter les volontés que ne définissent ni le continuisme franquiste ni le radicalisme des solutions marxistes offertes par les partis socialistes. Bref, telle est l'histoire et cette histoire explique pourquoi les hommes de l'UCD ne sont quasiment jamais entrés en conflit au moment de définir un programme de parti et, en revanche, se sont poignardés et entr'égorgés au moment de dresser les listes de candidats aux élections.

Pour nous qui croyons dans le centre, le créneau électoral de cette tendance ne peut être plus clair. Il existe en Espagne une société de classes moyennes, progressistes sans être radicales, qui croient dans la liberté et le progrès obtenu par les réformes. Telle est la clientèle que l'UCD sut attirer à elle, grâce à la forte personnalité et à la figure attractive d'Adolfo Suárez. Car si c'est un lieu commun de le dire, il reste vrai que les élections du 15 juin, plus que le combat de deux différents modèles de société, se sont résumées, à bien des égards, à un concours de beauté entre A. Suarez et Felipe Gonzalez.

Depuis, l'UCD a lutté pour surmonter ses incertitudes et clarifier son offre. Cette expérience a impliqué : 1. Pour les différents groupes, de mener des tentatives, en vue de contrôler l'appareil du parti et d'influencer la définition de son idéologie ; 2. De trouver des solutions

arbitrales dignes de Salomon pour maintenir l'unité du mouvement et souligner sa dépendance à l'égard d'Adolfo Suárez, au lieu de le promouvoir au niveau national comme cela a été fait à l'échelle provinciale ; 3. De poursuivre une politique de palliatifs, jusqu'à ce que se réunisse le I<sup>er</sup> Congrès et que celui-ci impose, pratiquement par surprise mais aussi par acclamations, la ligne et les hommes jugés adéquats par l'entourage du Président Suárez (2).

### *Les phases distinctes d'une courte histoire*

Pour mener ce programme à bonne fin, A. Suárez et F. Abril Martorell, son homme de confiance, ont suivi un plan minutieusement élaboré : *a*) à la suite des élections, A. Suárez forme un gouvernement et transforme en ministres les chefs de file des diverses options fondues dans l'UCD. Il agrège ainsi effectivement à l'appareil du pouvoir ceux qui avaient la possibilité de profiter du succès électoral (3) et d'organiser réellement en Espagne les clientèles démocrates chrétiennes, libérales et social-démocrates, qui pourraient s'implanter dans le pays par les élections municipales ; *b*) arracher à tous ceux-ci l'engagement de transformer la coalition électorale en « parti unique » (ainsi qu'il a été dit par un lapsus évoquant l'ancienne terminologie de la Phalange), processus qui supposait la dissolution préalable des partis fondateurs et qui s'est réalisée avec des résistances facilement vaincues et sans grands scrupules juridiques (4) ; *c*) acte suivant, A. Suárez leur a ôté toute influence sur l'organisation naissante. Il a créé un secrétariat exécutif de sept membres nommés par le sommet et un comité exécutif dans lequel les ministres, ès qualités, détiennent un siège qu'ils perdent en cas de départ du gouvernement. Et pour que tout soit clair, A. Suárez démet le libéral Camuñas (5) pour bien

(2) Ce Congrès s'est tenu du 19 au 22 octobre 1978 et A. Suárez a effectivement imposé ses hommes et son autorité sur l'ensemble de l'UCD. (N.d.T.)

(3) Succès électoral obtenu essentiellement, ne l'oublions pas, grâce à la télévision, puisque A. Suárez n'a pas même fait campagne, et que les autres personnalités de son parti se présentaient seulement dans la circonscription de Madrid sur laquelle tous les efforts ont été concentrés.

(4) Ainsi, par exemple, s'est-on inscrit à l'UCD comme coalition sans qu'il soit nécessaire, pour les formations qui l'intégraient, de le formaliser autrement que par décision personnelle de leurs *leaders* et en présumant que la majorité de ceux-ci avaient donné leur accord à la dissolution — et il est douteux dans certains cas que cela se soit produit — ce qui donnait lieu à un double militantisme et à un ballet confus de sigles dans les journaux où l'on parlait tantôt de l'UCD et tantôt des autres formations qui la composaient.

(5) Ignacio Camuñas, député UCD et ministre des relations avec les Cortès, a dû abandonner ses fonctions gouvernementales en raison de son opposition à A. Suárez, car il refusait la dissolution des partis fondateurs au sein de l'UCD. (N.d.T.)

montrer la vanité qu'il y aurait à s'opposer à un phénomène irréversible. A l'extérieur du gouvernement, dès lors, Camuñas dut reconnaître qu'avait été enclenché un processus d'une imparable logique ; d) enfin fut démarrée une opération appelée par certains « débasement », qui consistait fondamentalement à favoriser l'ambition et le désir d'accumuler des charges des dauphins du parti, en les installant dans la structure du pouvoir, au second niveau, où ils obéiraient exclusivement à la tendance dont ils tenaient leurs charges, toujours plus de charges.

### *Le processus d'intégration*

Compte tenu de ce qui précède, et comme cela ne pouvait manquer de se produire, l'intégration a été tout sauf facile. Dans les hautes sphères de Madrid, chacun continuait d'être étiqueté en fonction de ses origines, et les divers groupes, souvent, se réunissaient et arrêtaient en leur sein l'attitude commune. On a même vu une frivole ébauche de trahison qui aurait amené un gouvernement à direction socialiste auquel auraient participé des hommes de l'UCD. Mais pas de la famille des « indépendants proches du Président Suárez ». Dans les provinces, toutefois, où les partis, en réalité, n'existaient que sur le papier, l'affiliation de forts contingents de population s'est faite avec une philosophie toute de modération, changement sans rupture, progrès sans socialisation et continuité sans nostalgie. Déjà les bases appartenaient effectivement à un nouveau parti mais il se passerait longtemps avant que les dirigeants s'en rendent compte.

Tout ceci, de surcroît, coïncidait paradoxalement avec une campagne dans laquelle les moyens d'information se livraient sur l'UCD à une critique profonde et défigurante qui eut son impact sur les ministres les plus faibles ou futiles, mais qui, au lieu d'agir comme frein sur les bases, les amenait à s'inscrire et à militer dans un parti dont on avait, en maintes occasions, diagnostiqué la décomposition certaine et la mort, et qui, malgré tout — malgré même les erreurs monumentales dans le choix de ses cadres nationaux — continuait de croître à vue d'œil.

On dut également, à plusieurs reprises, constater que c'était malheureusement le gouvernement qui commandait au parti et non le parti qui influait, si peu que ce fût, sur le gouvernement. Les grandes décisions politiques, en effet, n'étaient pas prises après consultation de l'organisation, mais, tout au plus et au dernier moment, après communication à son secrétariat.

En d'autres circonstances, comme il est logique, tous ces inconvénients auraient disloqué n'importe quel parti. Mais dans le cas de

l'UCD, cela ne s'est pas produit, ce qui confirme son absolue nécessité ; au point que certains de ses dirigeants avaient l'habitude de dire que si l'UCD n'existait pas il faudrait l'inventer.

Normalement, cependant, la situation ainsi décrite ne pouvait qu'engendrer des frictions et des crises. La plus grave, à ce jour, résultait de l'absence de coordination entre les secrétaires exécutifs et de l'inexistence d'un responsable qui serait délégué par la présidence et *primus inter pares* au sein du secrétariat. A. Suarez pensait confier cette charge à un membre du gouvernement, mais il a finalement opté pour un homme jeune et ambitieux — Rafael Arias Salgado — qui a pris les mesures nécessaires pour se muer en « n° 2 » du parti.

Guillermo Medina a écrit des lignes que je veux, en conclusion, faire miennes : « Le centre est une *nécessité* et une *réalité sociologique*. L'alternative du centre est une exigence de la cohabitation politique entre les Espagnols. Sans l'UCD ou un parti qui remplirait ses fonctions, la société espagnole n'aurait pu surmonter la dialectique stérile et suicidaire à laquelle les immobilistes et les « rupturistes » menaçaient de nous conduire. »